



COPIE

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Sous Direction de la Protection des Populations
Service de la Protection des Populations**

Installation classée
soumise à autorisation

Exploitant :

Société NCI ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-DDCSPP-16 2
Mise à jour de la situation administrative et prise
en compte des demandes de modifications**

Le Préfet du cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511.9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006.1.377 du 14 mars 2006 autorisant l'exploitation par la société ISS ENVIRONNEMENT d'un centre de transit de déchets industriels spéciaux, de déchets toxiques en quantités dispersées et de sables de curage Z.I des Orchidées à LA CHAPELLE SAINT URSIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.1.1034 du 24 juin 2009 relatif à la provenance des déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009.1.2245 du 30 décembre 2009 relatif à la surveillance initiale de l'action de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique pour les rejets d'eaux pluviales de l'établissement exploité par la société ISS ENVIRONNEMENT Z.I des Orchidées à LA CHAPELLE SAINT URSIN ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 5 avril 2011 au profit de la SAS NCI ENVIRONNEMENT ;

Vu les courriers du 4 avril 2011 et du 25 avril 2012 de la SAS NCI ENVIRONNEMENT demandant le bénéfice de l'antériorité pour les activités qu'elle exerce sur son site de LA CHAPELLE SAINT URSIN ;

Vu le courrier du 28 février 2012 de la société NCI ENVIRONNEMENT demandant des modifications de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2006.1.377 du 14 mars 2006 et n° 2009.1.1034 du 24 juin 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juillet 2012 ;

Considérant que l'exploitant dans ses courriers des 4 avril 2011 et du 25 avril 2012 a fait valoir que les activités exercées relèvent désormais du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la déclaration a été effectuée dans l'année suivant la parution du décret modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'en prendre acte ;

Considérant que la demande de l'exploitant dans son courrier du 28 février 2012 relative à l'extension de la provenance géographique des déchets est compatible avec les dispositions des plans régionaux d'élimination des déchets dangereux des régions Centre et Ile de France et qu'il convient de l'acter ;

Considérant que le dispositif permettant l'arrêt automatique du dépotage quand le niveau haut des cuves est atteint est techniquement impossible à installer ;

Considérant que l'exploitant a mis en place des mesures compensatoires au remplacement du dispositif permettant l'arrêt automatique du dépotage quand le niveau haut des cuves est atteint et qu'il convient d'en prendre acte ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune remarque,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

L'arrêté préfectoral n°2006.1.377 du 14 mars 2006 susvisé autorisant l'exploitation d'un centre de transit de déchets industriels spéciaux, de déchets toxiques en quantité dispersée et de sables de curage, d'ordures ménagères, de déchets d'hydrocarbures et de déchets non dangereux par la société NCI ENVIRONNEMENT, dont le siège social est 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75 008), sis avenue Louis Brillant, ZI des Orchidées sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN et l'arrêté préfectoral n°2009.1.1034 du 24 juin 2009 susvisé relatif à la provenance des déchets sont modifiés comme suit.

Les dispositions de l'article 1.2.1 (Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées) de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

RUBRIQUE	ALINEA	REGIME A - NC	LIBELLE DE LA RUBRIQUE (ACTIVITE)	NATURE DE L'INSTALLATION	CRITERE DE CLASSEMENT	SEUIL DU CRITERE	UNITE DU CRITERE	VOLUME TOTAL ACTIVITE	UNITES DU VOLUME
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.	DIS, DTQD, sables de curage	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	660 ⁽¹⁾	t
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 2	t	0,055	t
1412	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Citerne propane de	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≤ 6	t	1	t
1418		NC	Emploi et stockage d'acétylène		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 0,1	t	0,025	t
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Cuves de gazole et de GNR	Capacité équivalente totale	≤ 10	m ³	10	m ³
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.		volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient distribué 1])	≤ 100	m ³	50	m ³
2517		NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Sable de curage	Capacité de stockage	≤ 15 000	m ³	60 ⁽¹⁾	m ³

2714		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711		Volume susceptible d'être présent dans l'installation	< 100 et < 1 000	m ³	30	m ³
2716		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Déchets d'ordures ménagères	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	< 100	m ³	40	m ³
2930	1	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur :		Surface de l'atelier	< 2 000	m ²	187,5	m ²

⁽¹⁾ : la quantité de sables de curage présente sur site est inférieure ou égale à 60 m³

A (Autorisation) ; NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

»

ARTICLE 3 :

Les dispositions de l'article 8.1.7 (Dispositions particulières relatives au stockage de déchets liquides en transit) de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.1.7. Dispositions particulières relatives au stockage de déchets liquides en transit

Le stockage de déchets liquides en transit comprend notamment les opérations suivantes :

- stockage en fûts sans transvasement ni reconditionnement,
- transvasement en cuve ou en citerne d'un même déchet,
- immobilisation de véhicules contenant des déchets industriels : camions citernes sans mélange avec d'autres déchets.

Les cuves dédiées au stockage des déchets liquides sont aménagées selon les modalités suivantes :

produits	Capacités	rétentions
Acides	2 cuves de 5 000 litres	N°1
Divers	3 cuves de 5 000 litres	N°2
Divers	1 cuve de 12 000 litres	N°3
Divers	1 cuve de 12 000 litres	N°4
Divers	1 cuve de 12 000 litres	N°5
Huiles usagées	1 cuve de 30 000 litres	N°6
Divers	2 cuves de 30 000 litres	N°7
Eaux hydrocarburées	3 cuves de 30 000 litres	N°8

Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées. Lorsque l'exploitant modifie le type de déchet stocké dans une cuve, il procède à son nettoyage au préalable et s'assure que les règles de compatibilité concernant la nature des déchets successifs sont respectées. L'exploitant tient une chronique la plus précise possible des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve. Les eaux de nettoyage de l'intérieur des cuves sont collectées dans des fûts ou cuves et stockées avec les déchets correspondants, puis éliminées dans une installation autorisée.

Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y seront stockés, et leur forme permet un nettoyage facile.

Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules.

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules).

Des dispositifs de niveau avec report d'alarme sonore et visuel équipent ces cuves. Le niveau de chaque cuve doit pouvoir être contrôlé en permanence depuis le poste de dépotage.

Les cuves doivent par ailleurs être équipées d'un dispositif de trop plein permettant de collecter tout débordement accidentel.

Des produits chimiquement incompatibles ne doivent pas être mélangés ou associés à une même rétention.

Les postes de raccordement des tuyaux et les postes de pompage doivent être placés à l'intérieur des rétentions.

»

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article 8.1.7.3 (Transvasements et véhicules de transport) de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.1.7.3. Transvasements et véhicules de transport

Toutes les aires de dépotage sont imperméabilisées, en rétention, correctement entretenues et nettoyées.

Les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés. Si possible, des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulations. Des dispositions particulières telles que des détrompeurs sur les tuyauteries, diamètres de branchement différents, consignes appropriées,... doivent être prises pour interdire toute possibilité de mélange accidentel lors d'un dépotage. Les orifices de dépotage seront clairement identifiées.

L'exploitant doit mettre en place un dispositif d'obturation du regard de collecte des eaux pluviales équipant chaque aire de dépotage. Celui-ci devra être activé lors de toutes les opérations de dépotage ou de reprise de déchets liquides vrac ou fûts, ainsi que lors du nettoyage des citernes des véhicules de transport.

Une consigne d'exploitation doit être établie et affichée au niveau de chaque aire de dépotage, détaillant la procédure à respecter lors de ces opérations, afin d'éviter tout risque de pollution accidentelle. Une procédure est prévue en cas de débordement de la cuve ou lors d'éventuelle fuite, lors du déclenchement de l'alarme de niveau haut des cuves et lors du déclenchement de l'alarme du détecteur de niveau bas des rétentions des cuves.

Un employé du site, formé pour effectuer ce genre d'opération, est en permanence présent près des cuves lors des opérations de dépotage.

L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur pont roulant...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté,
 le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet,
 le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité,
 le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont, notamment, conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (par exemple, en demandant de se faire présenter la carte jaune du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

»

ARTICLE 5 :

Les dispositions de l'article 3 (Transvasements et véhicules de transport) de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2009 susvisé sont abrogées.

ARTICLE 6 :

Les dispositions de l'article 1.2.4 (Consistance des installations autorisées) de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.4 : Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment de stockage des cuves à déchets industriels liquides,
- un bâtiment de stockage des déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD),
- un garage à hydrocureuses,
- un atelier mécanique d'entretien du matériel et de stockage de pièces,
- un bâtiment avec sous-sol recevant les bureaux et locaux sociaux,
- un quai de déchargement à 3 emplacements de bennes : DIB et sables de curage (2),
- un parking de véhicules légers de 35 places,
- un parking de stationnement de porteurs non déchargés de DIB, DIS et ordures ménagères de 9 places,
- un parking pour les semi-remorques de 6 places,
- deux parkings de stationnement de porteurs et bennes en attente d'utilisation pour un total de 20 places,
- une aire de ravitaillement en carburant,
- une aire de lavage,
- une station de traitement des eaux pluviales de ruissellement,
- un réseau de défense contre l'incendie (RIA),
- un pont-bascule routier hors sol,
- deux accès poids-lourds et deux accès véhicules légers,
- une clôture périphérique,
- des voies de circulation et des espaces verts.

ARTICLE 7 :

Les dispositions de l'article 1.2.5 (Déchets et quantités maximales admissibles sur site) de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.5 : Déchets et quantités maximales admissibles sur site :

Les déchets admissibles dans l'installation sont :
 les déchets industriels dangereux solides et liquides hors déchets radioactifs ;
 les déchets dangereux diffus ;
 les déchets industriels banals et les sables de curage dans les bennes réservées à cet effet.

Est également admis sur site le stationnement, sur les emplacements réservés à cet effet et dans la limite de capacité de ces emplacements, des véhicules suivants :
 porteurs non déchargés contenant les déchets ménagers et assimilés, les déchets industriels banals et les déchets industriels dangereux ;
 camions hydrocureurs non vidangés contenant des déchets d'assainissement.

Tout changement doit faire l'objet d'un dossier de déclaration selon les dispositions de l'article 1.6.1.

La provenance et la quantité maximale annuelle pour chaque type de déchets admis sur le centre sont les suivantes :

Type de déchets	Provenance	Quantité annuelle maximale (en tonnes)
Déchets industriels dangereux et déchets dangereux diffus	Région Centre et départements de régions limitrophes (Nièvre, Allier, Vienne et Haute Vienne)	2 090
Déchets d'amiante liée	Région Centre, départements de régions limitrophes (Nièvre, Allier, Vienne et Haute Vienne) et région Ile de France	60
Déchets industriels Banals	Cher et départements limitrophes (Allier, Creuse, Indre, Loir-et-Cher, Loiret et Nièvre)	600
Boues et sables de curage	Cher	450
Déchets ménagers et assimilés	Cher et communes limitrophes du Cher appartenant à l'un de syndicats de collecte ou de traitement du département	800

Les capacités maximales de stockage des déchets dangereux sont les suivantes :

- emballages souillés : 90 t,
- boues pelletables : 30 t,
- déchets d'amiante liée : 60 t,
- eaux hydrocarburées : 90 t,
- acides : 10 t,
- autres DIS : 141 t,
- DTQD : 75 t,

- Sables de curage : 60 t,
- Hydrocarbures : 104 t.

»

ARTICLE 8 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 9

Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement, toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 10

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Chapelle Saint Ursin où elle pourra y être consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de La Chapelle Saint Ursin pendant une durée minimale d'un mois. Le même extrait est publié sur le site Internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Un certificat constatant l'accomplissement des formalités sera adressé à la **DDCSPP du Cher** (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations- Sous- Direction de la Protection des Populations- Service de la Protection de l'Environnement)- Cité administrative Condé- 2, rue Victor Hugo- CS 50 001- 18003 BOURGES CEDEX.

Un avis sera inséré par les soins du **Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations** et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11: Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) par le demandeur ou l'exploitant **dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Les délais de recours prévus à l'article L514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le tribunal administratif compétent dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 12 : Exécution

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Maire de La Chapelle Saint Ursin, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Bourges, le 10 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le préfet,
Pour le Directeur Départemental et par délégation
Le chef du service de la protection de l'environnement

Signé : Pierrick ALLEE